Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-225** **21/03/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 19

Objet : Appel à candidatures : 19 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de chargé de de mission partenariats et marchés (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 17 avril 2019.

- 1 poste de chef de projets informatiques (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94) ou Montpellier (34) ou Brest (29).
Date limite de candidature : 06 avril 2019.

- 1 poste de technicien réseau et systèmes (catégorie B) (H/F) à Vincennes (94) ou Brest (29).
Date limite de candidature : 17 avril 2019.

- 1 poste de chargé de mission communication et sensibilisation (catégorie A) (H/F) à Dzaoudzi - Mayotte.
Date limite de candidature : 20 avril 2019.

- 1 poste de chargé de mission pilotage des rémunérations, des effectifs et de la masse salariale (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef de directeur des opérations (catégorie A) (H/F) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 30 mars 2019.

AgroSup Dijon-Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et del'environnement :

- 1 poste de référent(e) Référentiel Général pour la Protection des Données (H/F) (catégorie A/contractuel) à Dijon (21).
Date limite de candidature : 20 avril 2019.

FranceAgriMer:

- 1 poste de chef de mission (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 05 avril 2019.

- 1 poste de chef du service de l'inspection générale et de l'appui aux régions (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 05 avril 2019.

Institut National de l'Origine et de la Qualité :

- 1 poste de responsable du service de l'administration générale (catégorie A ou A+) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 19 avril 2019.

- 1 poste de gestionnaire formation (catégorie B ou A) (H/F) à Angers (49).
Date limite de candidature : 19 avril 2019.

Office national des forets :

- 1 poste de secrétaire général de la DFRN (H/F) (catégorie A+) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

- 1 poste d'adjoint au directeur forêts et risques naturels (DFRN)(catégorie A+) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

1 poste de chef du département recherche développement et innovation (RDI)(catégorie A+) (H/F) à Montreuil ou Fontainebleau.
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

Agence de l'Eau Seine Normandie :

- 1 poste de chargé d'opérations « pollutions diffuses » (catégorie A) (H/F) à Sens (93).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

1 poste de chargé d'opérations « rivières, zones humide et lutte contre l'érosion et le ruissellement à Compiègne (60).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

1 poste de chargé(e) d'études « surveillance et évaluation de la qualité physico- chimique et chimique des cours d'eau » (catégorie A) (H/F) à Nanterre (92).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

1 poste de chargé d'opérations « rivières » (fonctionnaire de catégorie A en PNA (IAE) à Compiègne (60).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

1 poste d'assistant d'opérations en agriculture (catégorie B) (H/F) à Compiègne (60).
Date limite de candidature : 15 avril 2019.

-

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission partenariats et marchés (h/f)**
Affectation :	Direction Recherche, Expertise et développement des Compétences (DREC)/Mission Partenariats, Programmation et Assistance
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de la mission partenariats, programmation et assistance
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Le chargé de mission partenariats et marchés, auprès du chef de mission, conçoit et met en œuvre des relations partenariales de la direction de la recherche, de l'expertise et des données (DRED) dans le cadre de la stratégie de l'AFB, qu'il contribue ainsi à faire vivre. Il est chargé d'installer certains partenariats scientifiques et d'en animer le déroulement et la mise en œuvre au travers notamment de financements.

Le chargé de mission est également chargé de concevoir les marchés publics initiés et/ou mobilisés par la DRED et d'en suivre l'application.

Il réalise le suivi de l'exécution budgétaire de la direction et son reporting régulier.

Il assure l'intérim du chef de la mission en tant que de besoin.

Activités principales :

• conduire certaines relations partenariales de la DRED (identification des possibilités de partenariats et les formes juridiques de contrats mobilisables, consolidation du contenu des partenariats en termes d'actions réalisées…), établir les documents de programmation associés,

• préparer et animer les réunions des instances de suivi de ces partenariats (concevoir les ordres du jour en lien avec les partenaires, concevoir les bilans et les présentations, conduire les réunions…), et assurer la mise en œuvre des décisions (contrôler les échéances des décisions, les moyens à mettre en œuvre, indicateurs…)

• préparer les rapports aux instances de l'AFB (Commission des interventions, Conseil d'administration) en lien avec ces partenariats

• préparer avec les chargés de mission/chefs de projets concernés certains appels à projets (le CM préparera prioritairement les appels à projets dans le domaine de la surveillance, des données…) de la DRED et assurer leur mise en œuvre (notamment via la mise au point et le suivi des contrats ad-hoc)

• mettre en œuvre les financements de ces partenariats (contrats publics …) et suivre les éléments budgétaires en lien avec ces partenariats

• préparer les marchés publics de l'activité de la DRED (mise au point des cahiers des charges, des documents de consultation…et lien avec le pôle achat de l'AFB), assurer leur déroulement et leur clôture

• réaliser le suivi de l'exécution budgétaire (consommation de crédits et exécution financière des contrats financiers, recettes) de la DRED

• préparer les reporting réguliers de l'exécution budgétaire de la DRED

Relations liées au poste

Relations internes :
Travail en cellule inter-directions dans le cadre du suivi des partenariats
Relations étroites avec les chargé(e)s de mission de la DRED
Assistant(e)s de direction de la DRED
Secrétariat général (en particulier Dépt. Finances, achats, logistique, Dept. des systèmes d'information)

Relations externes :
- Partenaires ;
- Autres partenaires de l'établissement ;
- Ministère chargé de l'environnement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
Bonne connaissance des marchés publics
Bonne connaissance des contrats publics
Bonne connaissance dans le domaine de la gestion administrative et/ou financière
Maîtrise impérative des logiciels Word et Excel et pratique des outils collaboratifs
Connaissances en comptabilité publique

Savoir-faire opérationnel :
Organiser son travail et hiérarchiser les priorités
Savoir être autonome
Rendre compte
Tenir les délais
Sens du travail en équipe
Excellent sens relationnel
Bonne maitrise rédactionnelle (précision, orthographe, grammaire, etc.)

Savoir-être professionnel :
Rigoureux
Méthodique
Organisé
Réactif

Esprit d'initiative

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DREC/MARCHES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 17 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de projets informatiques (h/f)**
Affectation :	Département Systèmes d'Information – Service « Projets, études et développement »
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de service
Résidence administrative :	Vincennes (94) ou Montpellier (34) ou Brest (29)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 300 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction de la communication et d'un secrétariat général.
Au sein du département des systèmes d'information, le service « Projets, études et développement » assure notamment la maitrise d'ouvrage technique informatique en appui à la conduite de projets SI en interface avec les directions métiers et partenaires ainsi que le maintien en conditions opérationnelles de l'ensemble des applications de l'AFB.

Description du poste :

Mission :
Assurer le pilotage d'un ou plusieurs projets informatiques du système d'Information de l'AFB en collaboration avec le(s) chef(s) de projet « métier » en apportant une compétence méthodologique et technique.

Activités principales :

Piloter, avec l'appui du directeur de projets et du chef de service, les différentes phases d'évolution des projets informatiques, en intégrant dans la conduite des projets les différents enjeux du schéma directeur, le cadre de cohérence technique, les différents référentiels de l'Etat (RGAA/RGI/RGS) et des contraintes obligatoires fixés par l'établissement et notamment :

➔ participer aux études d'opportunité et de faisabilité permettant de lancer le(s) nouveau(x) projet(s) ou de nouvelles évolutions structurantes pour les projets ou pour le DSI ;
➔ élaborer un macro-planning présentant les grandes étapes du projet. ;
➔ dimensionner les ressources matérielles, humaines et financières nécessaires et évaluer les risques pour les transmettre à la hiérarchie ;
➔ participer au recueil des besoins et du CCTP du marché public dans un souci de mutualisation des solutions fonctionnelles et techniques

Assurer la conduite du projet tout au long de son cycle de vie, et notamment :
➔ construire le planning du projet en collaboration avec le chef de projet métier et en intégrant les choix stratégiques et les différentes contraintes (budgétaires, réglementaires…) ;
➔ évaluer les impacts techniques des besoins exprimés par le chef de projet « métier » et les utilisateurs au regard du cadre technique défini par le DSI;
➔ piloter la construction du modèle conceptuel de données (MCD) et du dossier d'architecture technique
➔ valider les spécifications techniques ;
➔ assurer la recette technique ;
➔ coordonner la mise en place des environnements techniques et les déploiements applicatifs suivant la politique fixée par le DSI ;
➔ piloter l'activité du prestataire ou des équipes internes de maîtrise d'œuvre ;
➔ organiser et animer les différents comités, avec le chef de projet « métier » : pilotage, projet, coordination…
➔ gérer les risques du projet et les faire remonter à sa hiérarchie
➔ participer à la veille technologique pour lutter contre l'obsolescence des composants.
➔ participer à la réalisation du bilan final du projet par une analyse du travail réalisé.

Assurer l'exécution budgétaire du projet :
➔ participer à la programmation des ressources financières avec les MOA et le chef de service DSI ;
➔ suivre tout au long de l'année, l'exécution budgétaire des projets sous sa responsabilité pour suivre le coût du projet et des charges afférentes ;
➔ préparer l'engagement des commandes sur la base des devis validés conjointement avec le chef de projet « métier » ;
➔ valider fonctionnellement et techniquement les prestations réalisées conjointement avec le chef de projet « métier ».

Centraliser, maintenir et s'assurer de la mise à jour de toute la documentation nécessaire au suivi du projet :
➔ documentation fonctionnelle ;
➔ documentation technique, particulièrement les procédures d'exploitation ;
➔ documentation contractuelle.

Participer à la vie de service du DSI et représenter le DSI auprès des métiers et d'une manière plus large auprès de toute l'AFB :
➔ porter la politique du DSI dans les réunions projets ;
➔ représenter le DSI dans des réunions en région ou avec la direction pour présenter les orientations du DSI
proposer au sein du DSI des sujets de discussion, des animations, des formations pour enrichir le cadre de travail.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction Métiers, service en charge des marchés, service en charge des infrastructures techniques
- Tout agent AFB

Relations externes :
- Partenaires de l'AFB

- Prestataires

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance du cadre réglementaire du fonctionnement des établissements publics de l'Etat
- Connaissance des procédures des marchés publics
- Connaissance des systèmes d'information et des bases de données
- Culture générale informatique

Savoir-faire opérationnel :
- Etre autonome avec les outils informatiques et bureautiques de l'établissement
- Piloter une activité ou un projet informatique
- Evaluer les enjeux
- Analyser un besoin
- Capacité à appréhender les thématiques métiers
- Gérer un budget
- Proposer des arbitrages à sa hiérarchie
- Aptitude à travailler dans un contexte contraint
- Rendre compte de l'avancement d'un projet informatique, selon les critères de pilotage : qualité, coût et délai

Savoir-être professionnel :
- Capacité d'analyse
- Capacité à négocier
- Sens de l'écoute et du service
- Autonomie et responsabilité
- Rigueur et pragmatisme
- Sens des relations humaines
- Sens de l'initiative
- Sens des priorités

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/CPI/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 17 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B
Fonction :	**Technicien réseau et systèmes (h/f)**
Affectation :	Département Systèmes d'Information – Service « utilisateur et réseau » - Pôle réseau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef du pôle réseau
Résidence administrative :	Vincennes (94) ou Brest (29)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 300 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction de la communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseau assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms…) et la sécurité.

Description du poste :

Mission :

Entouré d'administrateurs réseau et systèmes et d'un chef de pôle :

- Assurer la disponibilité des ressources réseaux auprès de l'ensemble des utilisateurs de l'établissement en fonction de leurs droits, tout en maintenant une sécurité optimale des données ;
- Participer à l'évolution des équipements et logiciels collectifs associés au système d'information de l'établissement.

Activités principales :

Gestion des réseaux
- Participer à l'Installation des matériels composant le réseau ;
- Brasser des équipements et câblages ;
- Mettre en place des commutateurs ou points d'accès WiFi ;
- Installer des serveurs (mise en place dans les salles serveurs et installation du système d'exploitation) ;
- Installer des différents services réseaux, logiciels et applications ;
- Participer à la mise à jour des documents d'exploitation réseau.

Gestion des systèmes
- Gérer les accès aux différentes applications ;
- Participer au maintien en conditions opérationnelles des serveurs physique ou virtuel ;
- Rédiger et mettre à jour des documentations d'exploitation.

Gestion de la sécurité
- Vérifier les journaux de suivi des serveurs et des tâches automatisées ;
- Gérer des sauvegardes et des restaurations.

Gestion de la téléphonie fixe et des équipements de visioconférence (assistance, exploitation, maintenance).

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction Métiers,
- Tout agent AFB

Relations externes :
- Opérateurs de l'AFB
- Prestataires

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Environnements Microsoft Windows server et Windows 7, 10 et Linux ;
• Systèmes de virtualisation (VMWARE, Hyper V) ;
• Des réseaux et interconnexion de sites ;
• Annuaire Active Directory ;
• Gestion de la sécurité des accès et des données.

Savoir-faire opérationnel :
• Savoir gérer des priorités et veiller au respect des délais ;
• Savoir travailler en équipe et/ou en réseau ;
• Savoir rendre compte.

Savoir-être professionnel :
• Rigueur professionnelle et réactivité ;
• Aptitude au travail en équipe ;
• Qualités relationnelles ;
• Sens du service et forte motivation pour la satisfaction des utilisateurs.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/TECH/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 17 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission communication et sensibilisation (h/f)**
Affectation :	Direction des Parcs et Aires Protégées /Parcs Naturels Marins de Mayotte et des Glorieuses
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur délégué des Parcs Naturels Marins/Sous le pilotage fonctionnel de la chef de service Communication dans les territoires (Direction de la Communication et Mobilisation Citoyenne – DICOMOB)
Résidence administrative :	Dzaoudzi - Mayotte
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le Parc naturel marin de Mayotte a été créé par décret le 18 janvier 2010. C'est le premier parc naturel marin créé en outre-mer. Situé dans le canal du Mozambique, un des hauts lieux de la biodiversité mondiale, le Parc naturel marin de Mayotte couvre l'ensemble de la zone économique exclusive (68 800 km²).
Le Parc naturel marin des Glorieuses, a été créé par décret le 22 février 2012. Le Parc s'étend jusqu'à la limite de la zone économique exclusive et couvre plus de 43 000 km². Avec le Parc naturel marin de Mayotte, dont il est contigu, la France est ainsi dotée d'une aire marine protégée de plus de 110 000 km2.

Description du poste :

Mission :

Sous l'autorité du directeur-délégué des PNMs Mayotte et Glorieuses et le pilotage fonctionnel de la chef du service Communication dans les territoires, le chargé de communication et de sensibilisation doit proposer, réviser et mettre en œuvre une stratégie de communication et de sensibilisation pluriannuelle s'inscrivant dans le cadre des objectifs du plan de gestion des Parcs et la stratégie de communication de l'Agence française pour la biodiversité.

Le chargé de communication et de sensibilisation devra mettre en œuvre cette stratégie avec des outils de communication et de sensibilisation dédiés en planifiant l'activité (plan de communication, suivi du budget).

Il assure la mission de sensibilisation dont l'objectif principal vise, au travers de la mise en œuvre d'actions de sensibilisation des différents publics, à accompagner progressivement les changements de comportement des usagers pour une gestion durable de la ressource et des milieux.

Pour cela, il devra travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des agents des Parcs, les acteurs locaux et la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne de l'AFB.

Il bénéficiera de l'appui technique et des ressources développées par la DICOMOB de l'Agence française pour la biodiversité.

Activités principales :

Stratégie, plan et bilan de communication et de sensibilisation :

- Rédaction, révision et mise en œuvre de la stratégie de communication et de sensibilisation ;

- Déclinaison de la stratégie en plan annuel ;

- Évaluation des actions menées et proposition d'un bilan annuel.

Mise en œuvre des actions et des outils :

Il contribue à la mise en œuvre opérationnelle du plan annuel de communication et de sensibilisation :

- En réalisant, directement ou indirectement, les actions de communication et de sensibilisation du Parc ;

- En apportant aux agents du Parc un appui pour définir et réaliser leurs actions de sensibilisation.

Les champs d'intervention couvrent tous les domaines de la communication et de la sensibilisation à l'environnement, notamment :

- L'édition : élaboration, rédaction et diffusion de plaquettes, newsletters, guides, panneaux, exposition, etc. ;

- La communication digitale, dont mise à jour du site internet du Parc, rédaction de contenus web, alimentation de réseaux sociaux, participation à la refonte digitale des parcs naturels marins ;

- L'événementiel, l'organisation de manifestations et mise en œuvre de partenariats ;

- Les relations presse et publiques, dont rédaction de communiqués, organisation de points presse, etc. ;

- Le multimédia : constitution et suivi du fonds photos et vidéos, acquisitions, etc. ;

- L'appui à la mise en place et la coordination d'actions de sensibilisation auprès des différents publics ;

- Les partenariats : proposition et mise en œuvre des partenariats en communication et sensibilisation avec des structures clefs du territoire.

Sensibilisation :

- Représenter les Parcs auprès des acteurs mahorais intervenant dans le domaine de la sensibilisation et auprès de partenaires de l'Agence et extérieurs (réseaux thématiques, réseaux d'experts, colloques et séminaires spécialisés, etc.). En particulier, être très présent sur le terrain pour bien connaître et décrire la population, les différentes typologies d'usagers, le fonctionnement social, les personnes ressources, les relais d'opinion ;

- Piloter des projets et mettre en œuvre des actions relatives à la sensibilisation à l'environnement : montage de projets, établissement de CCTP dans le cadre de procédures de marché public le cas échéant, suivi du bon avancement des projets, sur le plan technique et financier, établissement des services faits, vérification du respect des délais et de la nécessité, le cas échéant, de prolonger les délais (de convention, de marchés, etc.), recherche de financements extérieurs ;

- Apporter un appui méthodologique à la chargée de mission « activités traditionnelles » sur le volet culturel et anthropologique des projets ;

- Définir les moyens à mettre en œuvre pour obtenir le résultat attendu (compréhension et appropriation des mesures de gestion) en fonction de la population d'usagers concernée ;

- Développer des outils de sensibilisation adaptés et organiser des échanges entre les équipes du Parc et la population ;

- Capitaliser et valoriser les méthodes de travail du Parc sur les projets à caractère communautaire nécessitant l'implication de la population et induisant l'appropriation du projet par les usagers locaux ;

- Formuler des avis d'expert en sciences humaines et sociales sur les candidatures à l'appel à projets Ambassadeurs du lagon, et sur tout autre projet à caractère communautaire soumis au Parc, et participer aux jurys des appels à projets en sensibilisation et éducation à l'environnement ;

- Élaborer des protocoles de suivi du plan de gestion, tester ces protocoles, former des agents de terrain à la mise en œuvre de ces protocoles, accompagner et rechercher des solutions novatrices adaptées aux conditions locales ;

- Contribuer aux projets de coopération et d'échanges régionaux.

Il mettra en place les outils d'évaluation des résultats de communication et de sensibilisation du Parc.

Il élaborera les cahiers des charges et conduira à terme les procédures administratives relatives aux appels à projets, conventions et marchés publics nécessaires à la réalisation de ses projets (CCTP, analyse des offres, projet de convention, PV de service fait).

Il contribuera également à la communication nationale et à la sensibilisation sur les parcs naturels marins et à la vie du service communication dans les territoires de l'AFB.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Services « ingénierie » et « opérations » ;
- Direction des Parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses ;
- Département des parcs naturels marins, direction des parcs et des aires protégées ;
- Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne, notamment service Communication dans les territoires ;
- Les autres parcs naturels marins.

Relations externes :
- Médias ;
- Ensemble des services partenaires ;
- Membres des conseils de gestion des parcs ;
- Direction des affaires culturelles de la Préfecture de Mayotte ;
- Musée de Mayotte (conseil départemental de Mayotte) ;
- IRD ;
- Université de Mayotte/ Université de la Réunion (plus largement, universités en sciences sociales) ;
- Vice-rectorat ;
- Associations locales mettant en œuvre des actions d'éducation à l'environnement ;
- Associations villageoises ;
- Elus locaux.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissances en matière de communication (principes, méthodes, outils) ;
- Connaissance des spécificités de la communication marine ;
- Connaissance des spécificités de la communication publique ;
- Connaissance de la culture et du contexte environnemental et socio-économique de Mayotte ;
- Anthropologie et sociologie ;
- Marchés publics ;
- Connaissance de la culture mahoraise ;
- Si possible maîtrise des langues locales.

Savoir-faire opérationnel :
- Maîtriser la chaîne graphique (dont Indesign), un CMS (EzPublish) et les réseaux sociaux ;
- Rédiger des documents de communication ;
- Piloter et suivre des projets ;
- Travailler en équipe (interne ou externe) ;
- Assurer des réunions de concertation ;
- Résoudre des problèmes complexes et multi-acteurs ;
- Utiliser les outils bureautiques.

Savoir-être professionnel :
- Réactivité ;
- Autonomie ;
- Organisé ;
- Aptitude à travailler en situation de crise ;
- Persévérance ;
- A l'écoute des autres ;
- Force de proposition et d'initiative ;
- Capacité à s'adapter au contexte mahorais et multiculturel ;
- Excellente qualité rédactionnelle.

Déposer une candidature

Pour plus d'informations sur le poste contacter :
Cécile Perron, Directrice déléguée des PNMs de Mayotte et des Glorieuses
cecile.perron@afbiodiversite.fr
Tél : 06 39 09 12 12

Fabienne QUEAU, Chef du service Communication dans les territoires
fabienne.queau@afbiodiversite.fr
Tél : +33 (0)2 98 33 34 93 / 06 87 89 25 47

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **PNMMAYOTTE/COMSENS/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 20 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission pilotage des rémunérations, des effectifs et de la masse salariale (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général- Département ressources humaines - Service politique de l'emploi et des compétences
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Poste susceptible d'être vacant, emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

- Participer à la définition de la politique de gestion prévisionnelle des effectifs et de la masse salariale.
- Participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique de carrière et de rémunération de l'AFB.

Activités principales :

1. Gestion prévisionnelle et suivi des effectifs :

- Participer à la définition de la politique de gestion des effectifs et veiller au respect de l'exécution du plafond d'emplois ;

- Développer des outils de pilotage de gestion prévisionnelle des effectifs permettant d'assurer un suivi prospectif des évolutions des effectifs et des métiers ;

- Assurer le suivi des effectifs (collecte des données quantitatives et qualitatives) et mettre en place une procédure de contrôle interne ;

- Développer le module SIRH « gestion des effectifs » ;

- Contribuer à l'élaboration des outils de gestion RH (bilan social, cartographie, enquêtes).

2. Elaboration, exécution et le suivi de la masse salariale :

- Elaborer les prévisions budgétaires relatives aux dépenses de personnels et en assurer le suivi de l'exécution du budget ;

- Anticiper les facteurs d'évolution des emplois et des effectifs (variation des effectifs, mesures catégorielles, GVT, départs à la retraite, évolution du régime indemnitaire …) et leur impact sur la masse salariale ;

- Identifier et analyser les causes et effets des écarts entre la projection et la réalisation ;

- Construire et alimenter des outils de pilotage de la masse salariale (suivi mensuel, suivi par poste, calcul des coûts et des écarts, tableaux de bords prévisionnels…) et en contrôler la pertinence, la validité et la cohérence des données ;

- Etre l'interlocuteur du contrôleur budgétaire sur ces questions.

3. Politique de rémunération et mise en œuvre :

- Proposer et mettre en œuvre la politique salariale des différents statuts / corps de l'établissement (dont animation de groupes de travail…) ;

- Assurer la mise en œuvre du régime indemnitaire de manière opérationnelle : calcul des enveloppes, campagne d'attribution des parts variables… ;

- Réaliser des études prévisionnelles sur l'impact financier de l'évolution des régimes indemnitaires et des différents statuts ;

- Réaliser des simulations de rémunération par statut, fonction, corps… selon la politique de rémunération préalablement définie.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction générale, directions métiers et directions régionales ;
- Agence comptable ;
- Département des finances, des contrats et de la logistique ;
- Pôle gestion des recrutements et des carrières.

Relations externes :
- Services du Contrôle budgétaire ;
- MTES ;
- Prestataires extérieurs.

Profil recherché

- Excellente maîtrise de l'utilisation des outils bureautiques (dont Excel et Business Object) et des outils d'analyse ;
- Connaissances en matière de gestion et de prévision de la masse salariale souhaitée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance du statut de la fonction publique et des outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- Connaissance indispensable en matière de gestion et prévision de la masse salariale ;
- Bonne connaissance de la législation en matière de personnels et de salaires ;
- Excellente maitrise de l'utilisation des outils bureautiques (dont Excel et Business Object) et des outils d'analyse ;
- Technique d'analyse et de diagnostic ;

- Connaissance de l'organisation administrative et du fonctionnement d'un établissement public.

Savoir-faire opérationnel :
- Comprendre et expliquer la réglementation applicable ;
- Utiliser le logiciel de gestion rh CIVITAS © et les logiciels bureautiques (traitement de texte et tableur) ;
- Conduire un projet, animer des réunions ;
- Assurer la cohérence et la fiabilité des données.

Savoir-être professionnel :
- Autonomie et responsabilité ;
- Bonne capacité rédactionnelle ;
- Bonnes qualités relationnelles ;
- Esprit d'initiative ;
- Sens de la confidentialité et de la discrétion.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRH/REMU/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 avril 2019

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction du développement rural et de la pêche (DDRP)
2, rue du Maupas
87000 LIMOGES

DIRECTEUR DES OPERATIONS (H/F)

RDR4

N° du poste : 19161 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP ASP :** 1
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. L'ASP assure le paiement des aides du 2nd pilier de la PAC (FEADER/FEAMP). Dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau cadre réglementaire (RDR 4), de la régionalisation du FEADER, l'ASP adapte les processus de gestion de ces fonds et l'outillage informatique les soutenant. Pour ce faire, dans un contexte tendu en terme de délai et complexe du fait de la multiplicité des acteurs, l'ASP est dotée d'une organisation avec une directrice de programme et un(e) directeur(rice) des opérations visant à concilier l'évolution des applications avec les exigences opérationnelles des acteurs et de l'organisme payeur pour les programmes FEADER et FEAMP.
Objectifs du poste	Rattaché à la Directrice de la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP), le directeur des opérations assure le pilotage transverse interne à l'ASP des équipes de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre (et leurs sous-traitants respectifs) en vue de mettre en œuvre dans les délais impartis le système d'information du RDR4 selon la feuille de route établie par la Direction de programme.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Organiser le pilotage du projet et animer le collectif selon une méthodologie mise en place par la/le Directeur (trice) des Opérations - Assurer une vision consolidée des travaux et la partager avec les instances décisionnaires et la Direction de programme - Coordonner dans le cadre de la définition des évolutions et de la mise en œuvre du système d'information, toutes les études détaillées, les choix

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">d'architecture applicatif et technique, les réalisations informatiques et la maintenance des applications de gestion et de valorisation, ainsi que leurs modalités d'exploitation et de support
- Mobiliser les moyens et mettre en œuvre le budget pour la réussite du projet
- Assurer le pilotage contractuel et financier des différents prestataires MOA, MOE et exploitation, dans le respect du cadre budgétaire et de financement défini par la Direction de programme
- Définir et contractualiser des éventuels marchés d'assistance ad-hoc en soutien à l'exécution de la feuille de route du projet
- Piloter en charges, délais et qualité
- En lien avec la Direction de programme, définir et mettre en place les instances nécessaires au pilotage.
- Normaliser les modèles de reporting et en assurer la communication opérationnelle à l'ensemble des acteurs
- Travailler en étroite collaboration avec la Direction de programme et lui rendre compte, en sollicitant son arbitrage si nécessaire.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- En interne : Relation directe et privilégiée avec la Directrice de Programme
- Participation aux instances de gouvernance internes et externes du programme
- En externe : Régions, MAAF, DPMA, Commission Européenne, Corps de Contrôles, prestataires, autres partenaires externes.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Expérience de conduite et de direction de plusieurs projets (planification, animation des équipes, gestion des risques, relation avec les fournisseurs)
- Connaissances techniques informatiques, fonctionnelles et méthodologiques dans des environnements complexes à connotation réglementaire
- Management de la qualité informatique et de la sécurité informatique (contexte de certification Iso 27001)
- Compétences relationnelles, de négociation et de chiffrage des charges et des coûts
- Compétences rédactionnelles
- Connaissance des règles de la comptabilité publique et des marchés publics sur des prestations de services informatiques</td><td>- Capacité à conduire des projets complexes en autonomie et à rendre compte
- Capacité à gérer des priorités, des activités multiples et à faire face à une forte exigence de réactivité
- Capacité à animer une équipe et des réunions
- Capacité à animer des partenaires externes au programme et faciliter la convergence
- Capacité à animer et piloter des prestataires informatiques
- Capacité d'organisation et d'analyse, capacités d'anticipation.
- Capacités à évaluer des charges et à respecter des délais
- Capacité à fédérer des équipes
- Capacités de rigueur et de respect des normes et procédures</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Valérie ISABELLE - Directrice DDRP - valerie.isabelle@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 57

- Nicolas LEBRAUD - DRH/SEEC - Conseiller mobilité carrière – nicolas.lebraud@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 00 64</td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AgroSup Dijon-Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement

26, Bd du docteur Petitjean, BP 87999 21079 DIJON Cedex

REFERENT(E) RGPD

(Référentiel Général pour la Protection des Données)

<table>
<tr><td colspan="3">Catégorie : A/contractuel
Formation BAC+5 minimum</td></tr>
<tr><td colspan="3">CDD de 2 ans à pourvoir dès que possible.
Salaire brut : 2 399 €</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Les douze établissements publics d'enseignement supérieur sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, présents dans toute la France, mènent des activités d'enseignement et la recherche dans les domaines vétérinaires, agronomiques, agroalimentaire du paysage mais également de la santé publique agronomique et vétérinaire.
Ils contribuent ainsi à la formation d'ingénieurs, de vétérinaires, de paysagistes et disposent également d'une offre de formation licences/masters/doctorats. En collaboration avec des organismes de recherche, des universités ou encore des instituts techniques, ils participent aux travaux de recherche sur divers thèmes comme la gestion durable des ressources, l'adaptation aux changements climatiques ou encore la maîtrise de la sécurité et de la qualité des aliments. Ces établissements sont ancrés dans leur territoire et ouverts à l'international.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Contribuer à la mise en œuvre du règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) de chacun des douze établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.</td></tr>
<tr><td>Description des activités à exercer</td><td colspan="2">Auprès de la chargée de mission des systèmes d'information des établissements d'enseignement supérieur du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le (a) référent(e) RGPD, appuiera et accompagnera les établissements dans la mise en œuvre du règlement général sur la protection des données et notamment durant toute la phase de mise en conformité. A ce titre, il (elle) définira un plan d'accompagnement, identifiera, voire élaborera les outils associés. Il (elle) apportera des éléments de réponse aux établissements dans le domaine concerné. Il (elle) sera en contact avec le réseau des délégués à la protection des données et celui des Directions des systèmes d'information des douze établissements.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Réseaux des :
- Délégués à la protection des données
- Directions des systèmes d'information des douze établissements</td></tr>
<tr><td>Conditions particulières d'exercice</td><td colspan="2">Le poste est localisé à Agrosup Dijon, un des douze établissements d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, site de Dijon. Des déplacements sont à prévoir sur toute la France</td></tr>
<tr><td>Savoir-faire

Conduite de projets, de démarche</td><td>Savoir-être

Sens du relationnel
Rigueur
Pédagogie
Force de proposition
Rendre compte

Capacité d'autonomie</td><td>Connaissances

Maitrise du droit du numérique
Connaissance approfondie du RGPD
Connaissance approfondie du droit de la propriété intellectuelle
Connaissance de base sur Internet et les systèmes d'information</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Julie GOMES, Responsable des ressources humaines
Tel. : 03.80.77.25.17-Mél : julie.gomes@agrosupdijon.fr
Mme Laurence DUMAS, Chargée de mission « système d'information » -Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation- Enseignement supérieur
Tel. : 03.80.77.25.97/06.85.71.47.99 – laurence.dumas@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Direction générale / Mission d'Audit Interne

Chef de Mission (H/F)

N° appel à candidature : **19090**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 3	**Groupe RIFSEEP : 1 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de l'Alimentation, est organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières entre professionnels et pouvoirs publics, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, à travers la publication de données économiques et d'analyses ; - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. La mission d'audit interne, comportant 7 agents, a pour rôle d'évaluer le bon fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de faire toutes préconisations pour l'améliorer dans tous les domaines : - au plan communautaire, évaluer la régularité de la gestion des aides de FranceAgriMer en tant qu'organisme payeur (ou dans des domaines assimilés : FEAMP, FEAD, …) ainsi que celle de certains domaines horizontaux privilégiés par la Commission européenne (gestion des créances, sécurité des systèmes d'information, etc.), - au plan des aides nationales, évaluer également les modalités de gestion, en vue, par exemple, de donner des garanties aux instances nationales de contrôle dans le cadre de la GBCP (MCGEF, etc.), - et, en fonction du programme défini chaque année par le Comité d'audit, effectuer des missions sur tout autre domaine : fonctionnement, organisation, qualité, conseil etc.
Objectifs du poste	- Piloter la Mission d'Audit interne sous tous les aspects de son fonctionnement, et, en particulier, assurer le pilotage et la supervision de l'ensemble des missions d'audit fixées au programme annuel en respectant la déontologie professionnelle et les règles internationales d'audit interne tout en s'assurant de l'atteinte des indicateurs prévus à son contrat d'objectif. - Préconiser des recommandations pour l'amélioration des dispositifs et, par-là contribuer à donner une assurance raisonnable à la Direction et à l'Agent comptable sur le niveau de contrôle interne et de maîtrise des activités.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Avec son adjoint, il assure la bonne gestion de l'équipe en : - veillant à l'adéquation entre les moyens du service et les missions qui lui sont confiées ; - veillant à la compétence des agents, notamment à leur formation permanente ; - assurant le suivi de l'état d'avancement des travaux d'audit et du programme ; - prenant, si nécessaire, la décision d'auto saisine du service, conformément au point 4.2. de la charte d'audit. Ils veillent au respect des indicateurs d'activité et de performance validés par la Direction générale et en particulier à la réalisation chaque année du programme annuel d'Audit, validé par le Comité d'Audit. Dans le déroulement de chaque mission, ils : - valident l'analyse règlementaire, la définition des points-clés servant de point de départ aux investigations, l'analyse de risques qui y est éventuellement associée, le plan des investigations, les questionnaires et les méthodes d'investigation retenues ; - participent aux réunions d'ouverture avec les audités ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- participent, éventuellement, à la réalisation des missions ;
- participent, éventuellement, aux réunions de validation avec les audités ;
- assurent la révision des travaux d'audit, du rapport et du dossier d'audit ;
- valident l'ensemble des conclusions et des travaux d'audit ;
- pilotent la phase de clôture des missions d'audit et présentent au DG le projet des décisions à mettre en œuvre en conclusion de celles-ci ;
- veillent à la mise en œuvre d'un programme d'assurance et d'amélioration qualité concernant l'exécution des missions d'audit.
En outre, ils pilotent le suivi de la mise en œuvre des décisions prises par la DG en conclusion des missions précédentes, y compris en animant les séances du COPILSAPA tenues sur ce sujet.
Ils préparent les programmes annuels et quinquennaux d'audit, et les réunions du Comité d'Audit.
Ils assurent la relation avec l'ensemble des instances de contrôle externes, en particulier la CCCOP et l'Instance de supervision, ainsi qu'avec tous les services de la DRSSO.
Ils veillent à la mise à jour périodique du guide de procédure de l'Audit interne.
Ils veillent au transfert des compétences au sein de la Mission comme auprès d'étudiants en Audit ; ils assurent la promotion du contrôle interne dans l'Etablissement et peuvent formuler des conseils ou des avis sur les questions de régularité et de procédures.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Tous les membres de la Mission d'Audit (Chef de mission et adjoint, auditeurs, secrétariat).
- L'ensemble des personnels des services audités, des services de l'Ordonnateur ou de l'Agence comptable : chefs de service, chefs d'unités, chefs de pôles, etc.
- Tous les interlocuteurs extérieurs à FranceAgriMer en relation avec les activités de la Mission : Ministère chargé de l'agriculture, Ministère chargé du budget, CCCOP, CICC, Cours des Comptes nationale et européenne, …</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>- Maitrise théorique et pratique dans les domaines du contrôle interne et de l'audit interne (normes, méthodes et outils d'audit, …) ainsi que de la prévention et de la lutte antifraudes indispensables.
- Connaissances théoriques et pratiques dans les domaines du contrôle, de l'organisation administrative, budgétaire et comptable d'un établissement public ; en matière de certification qualité ; en organisation du travail ; en comptabilité publique (GBCP) indispensable.
- Fortes connaissances de l'organisation administrative et de la gestion budgétaire et comptable d'un établissement public très appréciées.
- Connaissances et/ou appétence pour le système de management qualité (ISO) et/ ou pour la maîtrise de la sécurité des systèmes d'information appréciées.
- Certification personnelle (DPAI, CIA, CISA, ISO, …) appréciée.</td><td>- Maîtrise des règles internationales de l'audit interne, notamment de déontologie professionnelle.
- Strict respect du code de déontologie et des normes d'audit internationales.
- Expertise pratique dans le domaine du contrôle interne et de l'audit interne.
- Organisation d'une mission d'audit et travail en équipe indispensable.
- Maîtrise des outils Word, Excel, Access indispensable.
- Maîtrise/connaissance générale des outils de gestions informatisés (Applications Web, Logiciels comptables, …) indispensable.
- Forte capacité à rédiger des écrits professionnels indispensable.
- Curiosité, compétence professionnelle, diligence, objectivité et rigueur dans la réalisation des travaux sont des qualités essentielles.
- Sens de l'organisation et de la planification des tâches, rigueur d'analyse, esprit de synthèse, autonomie, discrétion et sens du respect de la confidentialité, aptitude au travail en équipe.
- Compétences en matière de management d'une équipe.
- Bonne capacité d'écoute et sens de la diplomatie.</td></tr>
</table>

Contraintes du poste :	
Poste clé[1] :	Oui **X** Non ☐
Poste à caractère sensible[2] :	Oui **X** Non ☐
Poste à privilèges[3] :	Oui **X** Non ☐
Délégation de signature :	Oui **X** Non ☐
Personnes à contacter	François BLIARD, responsable de la Mission d'Audit interne Tel. : 01.73.30.25.82 – francois.bliard@fanceagrimer.fr Isabelle CENZATO, Secrétaire Générale Tél : 01.73.30.20.46 – isabelle.cenzato@franceagrimer.fr Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines Tél. : 01.73.30.22.66 Mail : mobilite@franceagrimer.fr

DATE LIMITE DE DEPÔT DE CANDIDATURE : LE VENDREDI 5 AVRIL 2019

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat Général / Service de l'inspection générale et de l'appui aux régions

Chef du service de l'inspection générale et de l'appui aux régions

N° du poste : 19091	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : Groupe 3 (chef de service)	**Groupe RIFSEEP :** Groupe 1 si attaché d'administration
Poste vacant	**Localisation du poste :** Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : • favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, • assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, • mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, • gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Sous l'autorité de la secrétaire générale, le service de l'Inspection générale et d'appui aux régions est investi de trois missions : l'inspection des services, l'appui au fonctionnement des services territoriaux et l'inspection santé et sécurité au travail.
Objectifs du poste	Le (la) titulaire du poste devra animer et coordonner les activités du service de l'inspection générale et de l'appui aux régions. A ce titre, il (elle) supervisera l'organisation du dialogue avec les services territoriaux de FranceAgriMer et leurs agents. Il (elle) sera également appelé(e) à piloter les activités du service en matière de santé et de sécurité au travail. Enfin, il (elle) conduira les missions d'inspection susceptible de lui être confiées par la direction générale et le secrétariat général.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Superviser la préparation et l'organisation des dialogues de gestion siège/services territoriaux ; • Animer les échanges entre la direction générale et les services territoriaux (préparation des visites dans les services territoriaux de la direction générale et des réunions organisées avec les représentants des DRAAF) ; • Développer le travail inter-directions et le partage d'information et d'expertise entre le siège et les services territoriaux ; • Évaluer périodiquement le fonctionnement et la performance des services territoriaux et déterminer les effectifs cibles des services territoriaux de rétablissement au regard de leur charge de travail ; • Coordonner l'activité de conseil et d'appui au fonctionnement des régions ; • Contribuer au suivi individualisé des agents de rétablissement dans les régions ; • Réaliser des expertises et des enquêtes pour le compte de la direction générale et du secrétariat général ; • Contribuer au dialogue social. Le (la) titulaire du poste assumera également le rôle de référent(e) mobilité de l'établissement.
Champ relationnel du poste	Direction générale, tous services du siège de FranceAgriMer, services territoriaux, DRAAF

	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Compétences liées au poste	- Connaissance des procédures mises en œuvre dans l'établissement - Connaissance du fonctionnement d'un établissement public administratif - Notions budgétaires et comptables	- Maîtriser les outils bureautiques - Maîtriser la conception et l'utilisation de tableaux de bord - Maîtriser les techniques de communication écrite et orale - Disposer de qualités relationnelles - Faire preuve d'un sens de l'analyse.

Personnes à contacter	Isabelle CENZATO, secrétaire générale Tél : 01.73.30.20.46 (isabelle.cenzato@franceagrimer.fr) Marc CASTAINGS, secrétaire général adjoint Tél : 01.73.30.24.30 (marc.castaings@franceagrimer.fr)

Date limite de dépôt de candidature : 5 avril 2019

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil

Secrétaire Général
Responsable du service de l'Administration Générale

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : (numéro Epicéa)
Catégorie : A ou A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3</td><td>Cotation RIFSEEP :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant (date limite de candidature : 19 avril 2019)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
L'INAO a son siège à Montreuil. Il regroupe 250 agents, dont 180 en région, répartis sur 23 sites. Son budget est de 24 millions d'euros.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer le fonctionnement administratif, budgétaire et logistique de l'Institut
Piloter la politique de ressources humaines et la formation
Piloter les systèmes d'informations de l'établissement
Développer les outils du contrôle de gestion et le contrôle interne</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité de la Directrice de l'INAO, le titulaire du poste aura la responsabilité :
- de la préparation et l'exécution du budget de l'INAO
- du fonctionnement logistique, mobilier et immobilier des différentes implantations
- de la gestion des ressources humaines et des effectifs
- de la formation (interne et externe)
- des systèmes d'informations.
Il prépare et participe au Conseil Permanent, ainsi qu'aux instances de concertation avec les représentants du personnel. Il préside le CHSCT au nom de la Directrice.
Il anime un service de 30 agents, dont 8 agents de catégorie A.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Ensemble des services nationaux et territoriaux de l'INAO, contrôleur financier, agent comptable, services du Secrétariat Général du Ministère, IGAPS…Liens fonctionnels forts avec la Directrice.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Solides connaissances en administration générale : budget, contrôle interne, contrôle de gestion, ressources humaines, systèmes d'information, achats et marchés publics…
Expérience dans des fonctions similaires et connaissance du fonctionnement d'un établissement public souhaitées .</td><td>Capacité à travailler en équipe
Capacités de management et de conduite de projets
Rigueur et diplomatie
Capacité à dialoguer et à proposer
Capacités d'analyse et de synthèse</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Directrice de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité : Mme Marie GUITTARD
Tél. : 01.73.30.38.03 - Courriel : m.guittard@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : M. Xavier PAUL – Secrétaire Général
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Service d'Administration Générale
Bureau Formation
16, rue du Clon
49000 Angers

Gestionnaire formation

N° du poste : **Catégorie : B ou A (fonctionnaire ou statut unifié)**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :	**Cotation part fonction PFR :** **Groupe RIFSEEP :**
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public administratif chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions. En tant qu'organisme de formation, déclaré depuis 2011, l'INAO organise des actions de formation sur les SIQO et l'évaluation sensorielle des produits. Il forme notamment une partie des jurés du Concours Général Agricole de Paris.
Objectifs du poste	Assurer la gestion et la mise en oeuvre des formations organisées pour les agents de l'Institut et des formations commercialisées vers un public extérieur.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Sous la responsabilité de son supérieur hiérarchique : **Formation des agents de l'INAO** - Planifier et mettre en œuvre les formations inscrites au plan de formation - Appui à l'analyse des besoins de formation, à la conception des cahiers des charges pour l'élaboration de nouveaux programmes de formation et à l'étude des offres - Réaliser les entretiens avec les nouveaux arrivants et leur supérieur hiérarchique afin d'analyser les compétences déjà acquises par l'agent et identifier les compétences attendues. Elaborer un parcours de prise de poste répondant aux compétences à acquérir. - Renseigner les agents de l'Institut et les aider à formaliser leurs besoins de formation - Instaurer une veille sur l'ouverture des examens professionnels et des concours et assurer au cas par cas une diffusion ciblée des calendriers auprès des agents. Etre l'interlocuteur des agents sur toutes questions relatives aux examens professionnels et concours - Organiser les formations liées à la préparation aux examens et concours - Conseiller et accompagner les agents sur la constitution du dossier RAEP (reconnaissance des acquis et de l'expérience professionnelle) - Concevoir le rapport d'activité annuel de la formation continue à l'INAO - Evaluer les actions de formation réalisées - Enregistrer les indicateurs d'activités (budget : frais pédagogiques et frais de déplacement ; durée des formations et nombre d'agents formés) - Gestion courante de la messagerie, du courrier et du téléphone **Formation destinée à un public de professionnels externe à l'INAO** - Participer à la logistique (réservation salle et équipement, commande repas, commande et livraison de matériel) - Rédiger les conventions de formation - Préparer les feuilles d'émargement - Réaliser la synthèse des évaluations rendues par les stagiaires - Préparer la dématérialisation des supports avec les formateurs - Etablir les factures et attestations de stage - Mettre à jour les tableaux de suivi budgétaire
Champ relationnel du poste	Tous les agents de l'Institut aussi bien dans les délégations que les services nationaux. Contacts réguliers avec les agents des bureaux logistique, budget et ressources humaines, les organismes de formation, les formateurs, les structures d'hébergement, les

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">clients de la formation externe.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- réglementation en matière de formation
- techniques d’ingénierie de formation
- procédures internes
- outils RH (répertoire des métiers, fiches de poste)</td><td>- analyser un besoin, une offre, un projet
- analyser un poste et évaluer les compétences
- conduire des entretiens
- maîtriser les outils bureautiques
- utiliser l’application informatique de gestion de la formation
- rédiger
- organiser son travail avec méthode et rigueur
- capacités relationnelles, écoute, diplomatie, discrétion.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressés au Secrétaire général de l’INAO : M. Xavier PAUL - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr

Informations sur le poste :
Mme. Marietta VEGER – Responsable du bureau formation
Tél. : 02 41 23 47 10 – Courriel : m.veger@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Libellé du poste : Secrétaire général de la DFRN

N° du poste : 16958 - Numéro Epicéa :

Catégorie : A+ : ICPEF – IPEF confirmé - IDAE – IAE HC – Attaché principal – Attaché HC **Localisation : Montreuil**

Cotation parcours professionnel : A3	**Cotation part fonction PFR :**

Poste susceptible d'être vacant au 01/05/2019 – prise de poste souhaitée : *(dès que possible à compter du 01/05/2019)*

Présentation de l'environnement professionnel	La direction forêts et risques naturels (DFRN) est une Direction de 45 personnes en charge, au sein de la direction générale de l'ONF, de 3 grandes fonctions, représentées chacune par un département : la gestion durable et multifonctionnelle des forêts, les risques naturels et la recherche développement innovation	
Objectifs du poste	En lien avec le DFRN, l'adjoint au DFRN et les chefs de départements, le secrétaire général assure le pilotage financier des MIG. Il supervise la mission « foncier » de l'ONF, en relation avec le MAA, et l'activité du réseau correspondant. Il est chargé d'assurer l'interface, notamment, avec la DRH, la DEFSI, la direction de la communication et le SIAAJ pour les sujets d'intérêt partagé avec ces directions centrales. Il coordonne l'action des services et personnels de soutien de la DFRN.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Construire le budget de la DFRN et piloter sa mise en œuvre, - Assurer le pilotage budgétaire et financier des MIG nationales (30M€ annuels) - Superviser la construction et la mise en œuvre des conventions de partenariats techniques et financiers de la DFRN, - Superviser la mission « foncier » de l'ONF - Assurer l'interface de la DFRN avec le département juridique, notamment dans les domaines du foncier et des concessions d'occupation temporaires longues - Piloter la contribution de la DFRN à des projets ou activités de la DEFSI en matière financière, budgétaire ou de contrôle de gestion, - Instruire les questions relatives aux ressources humaines qui concernent la DFRN, en lien avec les projets ou activités de la DRH, - Assurer l'interface de la DFRN avec la direction de la communication, notamment en ce qui concerne les éditions de documents, le site onf.fr et l'évènementiel Localisation à Paris impérative	
Champ relationnel du poste	- ONF : ensemble des directions centrales, territoriales et régionales - Ministères (MAA, MTES, …) - Etablissements publics - Entreprises privées partenaires, clients et prestataires de l'ONF - Associations et ONG - Organismes de recherche	
Compétences liées au poste	**SAVOIRS**	**SAVOIR-FAIRE**
	- Solides compétences en matière administrative, budgétaire et d'ingénierie financière - Bonnes notions de foncier forestier - Bonne connaissance de l'ONF, de ses activités, ses métiers et procédures	- Expérience professionnelle d'une quinzaine d'année minimum, dont une partie en poste à l'ONF, - Capacité d'écoute et d'animation - Solides capacités de négociation
Personnes à contacter	Albert MAILLET, directeur forêts et risques naturels (albert.maillet@onf.fr) 01 40 19 78 33	

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation.

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Direction forêts et risques naturels

<table>
<tr><td colspan="3">Libellé du poste : Adjoint au Directeur forêts et risques naturels (DFRN)

N° du poste : 18278 - Numéro Epicéa :

Catégorie : A+ : ICPEF – IPEF confirmé - IDAE Localisation : Montreuil</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : A4</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant – prise de poste souhaitée dès que possible.</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La direction forêts et risques naturels (DFRN) est une Direction de 45 personnes en charge, au sein de la direction générale de l'ONF, de 3 grandes fonctions, représentées chacune par un département : la gestion durable et multifonctionnelle des forêts, les risques naturels et la recherche développement innovation</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">En tandem avec le directeur forêts et risques naturels, l'adjoint est chargé des missions suivantes :
- Assurer le management fonctionnel des équipes du site parisien de la DFRN
- Piloter le bon fonctionnement général du site
- Animer la réflexion transverse inter-départements et inter-sites
- Assurer en liaison avec les DT l'identification, puis le pilotage des évolutions stratégiques à ouvrir sur la gestion forestière et les métiers de demain, dans la lignée des axes de travail issus de la mission en cours sur le modèle ONF
- Suivre le déroulement des programmes stratégiques déjà lancés par chaque département au titre de la feuille de route DFRN en cours

Représenter le DFRN en tant que de besoin, en interne comme en externe</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Cf. ci-avant ; en outre :
Localisation à Montreuil impérative

Poste non ouvert au télétravail</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- ONF : ensemble des directions centrales, territoriales et régionales
- Ministères (MAA, MTES, …)
- FNCOFOR
- Etablissements publics
- Entreprises privées
- Associations et ONG
- Organismes de recherche
- Elus</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Solides compétences en matière forestière et bonne connaissance de l'ONF
- Une connaissance des risques naturels n'est pas indispensable, mais serait un « plus »</td><td>- Expérience professionnelle d'une quinzaine d'année minimum, dont une partie en poste de direction à l'ONF
- Capacité d'écoute et d'animation</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Albert MAILLET, directeur forêts et risques naturels (albert.maillet@onf.fr)
01 40 19 78 33</td></tr>
</table>

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Libellé du poste : Chef du département recherche développement et innovation (RDI)

N° du poste : 8165 - Numéro Epicéa :

Catégorie : A+ : ICPEF – IPEF confirmé - IDAE Localisation : Montreuil ou Fontainebleau

Cotation parcours professionnel : A4	**Cotation part fonction PFR :**

Poste vacant au 01/04/2019 – prise de poste souhaitée dès que possible

Présentation de l'environnement professionnel	La direction forêts et risques naturels (DFRN) est une Direction de 45 personnes en charge, au sein de la direction générale de l'ONF, de trois grandes fonctions, représentées chacune par un département : la gestion durable et multifonctionnelle des forêts, les risques naturels et la recherche développement innovation. Rattaché à la direction forêts et risques naturels, le département RDI anime et coordonne le réseau RDI, constitué du département et des 10 pôles spécialisés rattachés aux directions territoriales, travaillant ensemble sur le projet de recherche, développement et innovation de l'ONF, au service des grands enjeux de la forêt publique. Le département RDI en lui-même rassemble une équipe de soutien administratif et d'édition, l'équipe documentation, l'équipe d'animation du réseau RENECOFOR, et les personnels chargés de R&D travaillant au sein d'équipes mixtes avec l'INRA.	
Objectifs du poste	Au service des missions de l'ONF, assurer le pilotage du département recherche développement et innovation, l'animation et la coordination du réseau RDI et l'animation des partenariats avec les organismes de recherche.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Avec l'appui de son adjoint et de l'équipe administrative du département RDI, le chef de département est chargé des missions suivantes : - Orienter stratégiquement le département : projet scientifique, actions de transfert, partenariats - Animer le projet scientifique et technique de l'ONF et coordonner à cette fin les équipes du département RDI et les pôles RDI en directions territoriales (DT) - Articuler le travail du département avec le réseau des adjoints des DT chargés des questions forestières et formaliser avec eux les feuilles de route annuelles des pôles - Assurer la gestion des ressources humaines du département et suivre la gestion des ressources humaines du réseau, en lien avec les DT (fiches de poste de la filière R&D, recrutements,…) - Gérer le budget RDI supportant les actions de R&D de l'ensemble du réseau, et superviser le rapportage du crédit d'impôt recherche, en lien avec le responsable des services généraux du département - Assurer l'organisation et le suivi des avis du comité scientifique de l'ONF - Représenter l'ONF auprès des partenaires liés à son domaine d'activité, notamment les organismes de recherche - Contribuer à l'effort de recherche et d'expertise du département	
Champ relationnel du poste	- ONF : ensemble des directions centrales, territoriales et régionales - Ministères - Etablissements publics - Organismes de recherche	
Compétences liées au poste	**SAVOIRS**	**SAVOIR-FAIRE**
	- Formation scientifique de niveau thèse ou ingénieur de haut niveau académique	- Expérience dans le champ de la recherche ou du développement dans le secteur Forêt-Bois - Expérience professionnelle d'une quinzaine d'années minimum - Aptitude à la représentation et à l'animation d'un collectif
Personnes à contacter	Albert MAILLET, directeur forêts et risques naturels (albert.maillet@onf.fr) 01 40 19 78 33	

FICHE DU POSTE N° 00-0327	N ° 63

Ancien titulaire : Mme Rosselin

Poste vacant

Direction/service d'affectation Direction territoriale Seine Amont
Service territorial Seine-Aube

Résidence administrative **SENS**

Poste à pourvoir Chargé d'opérations « pollutions diffuses »

Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : Chargé d'intervention

Filière Animation territoriale

Catégorie d'emploi II ou fonctionnaire de catégorie A (IAE)

Définition des fonctions

En matière d'agriculture et de réduction des pollutions diffuses, le chargé d'opération participe à l'élaboration des plans d'actions prioritaires, à leur mise en œuvre et à leur suivi. Dans ce cadre, il :

- connait sur son territoire les pressions sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- incite les maitres d'ouvrage à mettre en œuvre des projets visant la protection des captages d'eau potable et des milieux aquatiques : lancement et suivi des études d'aires d'alimentation des captages, mise en place de programme d'actions et opérations préventives, actions portant sur les intrants agricoles et les pratiques agricoles ;
- Met en place et assure le suivi des animations agricoles opérant sur les AAC de son territoire : contractualisation, programmation annuelle, évaluation.
- est l'interlocuteur privilégié des maîtres d'ouvrage en leur apportant informations, conseils techniques et financiers dans le domaine de la protection de la ressource;
- participe à l'élaboration des projets des maitres d'ouvrage, assure l'instruction des dossiers de demande d'aide et leur suivi technique et financier ;
- contribue au développement de mesures contre le ruissellement et l'érosion en milieu rural notamment sur les têtes de bassin ;
- représente l'Agence et promeut la politique de l'Agence auprès des interlocuteurs externes (collectivités, bureaux d'études, autres financeurs...)
- suit la mise en œuvre des PDRR et des dispositifs associés (PAEC, PCAE,…) sur son territoire, en lien avec le chargé d'opérations du service Connaissance et Politique Territoriale ;
- prend part à l'élaboration des documents de planification et de gestion (SAGE et programmes de mesure, contrats), à leur mise en œuvre et à leur suivi. Il est force de proposition lors de l'élaboration/révision du programme d'intervention.

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles

Ce poste est placé sous l'autorité directe du chef de service Seine-Aube.
Il anime ou participe aux groupes de travail thématiques « agriculture » et « protection de la ressource ».

Formation et expérience nécessaires

Bac+3 minimum. Ingénieur ou Master 2 ou tout autre diplôme certifié de niveau I dans le domaine de l'environnement, de l'agronomie, de l'agriculture et de l'aménagement de l'espace rural ;
Compétences en hydrogéologie et agriculture nécessaires.

Qualités requises

- ***Savoirs*** :
  Connaissance de la politique de l'eau, du rôle et du fonctionnement d'une Agence de l'eau ;
  Connaissances techniques dans le domaine de l'eau et de l'agronomie.
- ***Savoir faire :***
  Analyse, synthèse, priorisation ;
  Travail en équipe ;

Maîtrise des logiciels courants ;
Capacité à la prise de parole en public.

- ***Savoir être :***
  Autonomie, rigueur et adaptation ;
  Esprit critique et capacité à rendre compte ;
  Négociation ;
  Sens de la pédagogie ;
  Sens de l'organisation et respect des échéances.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :
M.Francis SCHNEIDER : 03.86.83.16.60

Nanterre, le 29/10/2018
La Directrice Générale

FICHE DE POSTE n° 00-0219	N ° 72

Création : OUI
Poste vacant

Direction/service d'affectation Direction territoriale Vallées d'Oise
Service du milieu aquatique et de l'agriculture

Résidence administrative **Compiègne**

Poste à pourvoir Chargé d'Opérations « Rivières, zones humide et lutte contre l'érosion et le ruissellement

Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : chargé d'interventions

Filière animation territoriale

Catégorie d'emploi II ou fonctionnaire de catégorie A (IAE)

Définition des fonctions

Ce poste est à pourvoir exclusivement par un agent sous contrat statut des agences de l'Eau ou Fonctionnaire en position normale d'activité.

Le chargé d'opérations contribue à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'agence pour les actions de valorisation des milieux aquatiques et humides sur le bassin verssant de l'Oise.

Dans ce cadre :

- Il participe aux projets d'études et de travaux de lutte contre l'érosion et le ruissellement sur les bassins versants en intégrant les solutions favorables à l'adaptation au changement climatique et la préservation de la biodiversité (trames verte et bleue, haies, …),
- Il met en œuvre des projets d'études et d'aménagements de cours d'eau et de zones humides pour lesquels il est l'interlocuteur privilégié des différents Maitres d'Ouvrages,
- Il apporte information et conseils techniques et financiers aux maitres d'Ouvrages, participe à l'élaboration de leurs projets et assure l'instruction des dossiers d'aides,
- Il participe au suivi technique et financier des projets aides, en collaboration avec le service financier,
- Il représente l'agence et promeut la politique de l'agence auprès des interlocuteurs externes tels que les collectivités, les syndicats de rivière, les bureaux d'études, les entreprises, les établissements publics (Entente Oise Aisne, VNF, …), les Fédérations de pêche, les autres financeurs (Conseil départemental, Conseil régional, ..), les services de l'Etat (MISE, DDT, DRIEE, …),
- Il anime des groupes de travail et encadre des stages nécessaires à la conduite de ses missions, contribue à la formation du personnel interne ou externe à l'agence.
-

Liaisons techniques et fonctionnelles

Ce poste est placé sous l'autorité du chef de service milieu aquatique et de l'agriculture.

Il participe à des groupes de travail thématiques et au réseau métier « milieux aquatiques, rivières et zones humides.»

Formation et expérience nécessaires

Bac+3 minimum. Ingénieur, Master 2 ou formation équivalente, (tout diplôme certifié de niveau I) avec expérience confirmée dans le domaine de l'aménagement des rivières.

Bonne connaissance du fonctionnement des cours d'eau (hydromorphologie et hydrobiologie) ede la gestion des mileux aquatiques et des bassins versants ; connaissance technique et expérience dans le dimentionnement d'aménagements et la géomatique.

Cette mission nécessite des déplacements sur l'ensemble du territoire des Vallées d'Oise (permis B).

Qualités requises

Savoir (connaissances professionnelles) : compétence en hydromorphologie et hydrobiologie, érosion ruissellement

Savoir-faire (pratique professionnelle) : expérience en mise en œuvre de projets et de travaux en rivière, capacités d'animation de réunions, suivi des négociations. Grande maitrise de l'outil SIG (QGIS, Mapinfo, Arc View) et bases de données associées.

Savoir être : esprit de synthèse et de décision, pouvoir de conviction et bonne qualité de communication.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :

Mme MERCIER Pascale ✈ 03.44.30.41.11.
M. MARTINET Fabrice ✈ 03.44.30.41.38.
2 rue du Dr Guerin 60200 Compiègne

Nanterre, le 18/12/2018
La Directrice Générale

FICHE DU POSTE N° 00-0447	N ° 70

Création : non -

Poste vacant

Ancien titulaire : Mme Berdoulay

Direction/service d'affectation	Direction de la connaissance et de la planification Service Connaissance des milieux aquatiques
Résidence administrative	**Nanterre**
Poste à pourvoir	Chargé(e) d'études « Surveillance et évaluation de la qualité physico-chimique et chimique des cours d'eau »
Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 :	Chargé de mission
Filière	Connaissance, documentaton, communication
Catégorie d'emploi	I ou fonctionnaire de catégorie A (IAE)

Ce poste est à pourvoir exclusivement par un agent sous contrat statut des agences de l'Eau ou Fonctionnaire en position normale d'activité.

Contexte :

L'Agence de l'eau Seine-Normandie est un Etablissement Public du ministère de l'écologie dont la mission est de financer les actions de protection des ressources en eau, des milieux aquatiques et de lutte contre les pollutions. Son périmètre d'intervention s'étend du Morvan jusqu'à la Baie du Mont Saint-Michel (bassin de la Seine et des côtiers normands). Au sein de l'Agence, la Direction de la Connaissance et de la Planification est en charge de la surveillance environnementale et de l'évaluation de la qualité des eaux, de l'élaboration du SDAGE et de la mise en oeuvre de la stratégie d'acquisition de connaissances par le financement d'études et de recherches. Elle couvre également les besoins en matière d'analyses économiques et d'évaluation des politiques.

Définitiondu poste : responsable de la surveillance physico-chimique, du suivi de la contamination et de l'évaluation de la qualité des cours d'eau sur l'ensemble du bassin pour répondre aux exigences réglementaires et appuyer l'action de l'agence. Il travaille en étroite collaboration avec l'ensemble de l'équipe du service connaissance des milieux aquatiques et avec les chargés d'études connaissance des directions territoriales.

Description des missions

Surveillance : Il élabore la stratégie de suivi en définissant les réseaux et les programmes de surveillance associés (réseaux issus de la directive cadre sur l'eau (DCE), complémentaires, nitrates…). Il est responsable du marché de surveillance afférent dont il assure le renouvellement et le lancement. Il est responsable de la programmation annuelle en lien avec les directions territoriales (DT) pour prendre en compte les besoins spécifiques territorialisés de surveillance. Il/elle travaille en lien étroit avec le chargé de la qualité des données et assure la qualification de second niveau des données de surveillance. Il assure les échanges avec les laboratoires d'analyse pour le marché sous sa responsabilité.
Il/elle coordonne la surveillance aidée relative aux eaux superficielles et relit les aides instruites par les directions territoriales correspondantes.

Evaluation de l'état des cours d'eau et suivi de la contamination : Il est responsable de l'évaluation de l'état chimique des cours d'eau établie dans le cadre de la planification DCE, et plus largement du suivi de la contamination des cours d'eau et plans d'eau du bassin en lien avec les collègues en charge de la réduction des émissions de substances et du lien eau et santé.
Il contribue à l'évaluation de l'état écologique des cours d'eau du bassin pour les compartiments physico-chimie et substances, en lien étroit avec le chargé d'études hydrobiologie. A ce titre, il est responsable de la mise à jour et de la maintenance des outils de traitement des données et de calcul de l'état.

Autres missions

Il propose des modes de **valorisation** des données et contribue à la production des documents et synthèses en lien avec la chargée de valorisation.

Il contribue en tant que de besoin **aux exercices de planification** : l'état des lieux, le SDAGE, au programme de mesure territorialisé et au rapportage communautaire.

Il contribue au **programme d'intervention** dans son domaine de compétences.

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles

Ce poste est placé sous l'autorité du chef de service Connaissance des milieux aquatiques.

Il collabore de façon étroite avec les autres chargé(e)s d'études connaissance du siège et des directions territoriales.
Il co-anime le groupe métier interne sur les eaux superficielles et participe aux groupes de travail nationaux.
Il représente l'Agence sur sa thématique auprès des autres établissements et des interlocuteurs externes : ministère en charge de l'écologie, DRIEE – délégation de bassin, Agence Française pour la Biodiversité, …

Formation et expérience nécessaires
Titulaire d'un diplôme de niveau Bac +5 minimum.

Ingénieur, Master 2, DESS ou formation équivalente (tout diplôme certifié de niveau II ou I) dans le domaine de l'eau ou de la chimie, voire dans le traitement des données.

Qualités requises (décret 86-83) **:**
Savoirs : Connaissance de la chimie/chimie de l'eau, du fonctionnement hydrologique et biogéochimique, écotoxicologie ; connaissance de la directive cadre sur l'eau.

Savoirs faire : Capacité dans le traitement des données, aisance dans le maniement des bases de données et des fonctionnalités informatiques associées, animation de réseau, intérêt pour le fonctionnement des milieux aquatiques ;

Savoirs être : Rigueur et travail méthodique ; Sens de l'analyse (examiner, et comparer les données dans le temps et entre elles) ; sens de l'initiative (prendre spontanément, dans son champ de responsabilités, les dispositions susceptibles d'optimiser son action) ; aisance relationnelle et gout pour le travail en équipe.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :
Mme Aline Cattan : cattan.aline@aesn.fr Tel : 01 41 20 19 29
51 rue Salvador Allende 92027 Nanterre cedex

Nanterre, le 14/12/2018
La Directrice Générale

FICHE DE POSTE : 00-0222	N ° 62

Poste vacant

Direction/service d'affectation Direction territoriale Vallées d'Oise
Service du milieu aquatique et de l'agriculture

Résidence administrative **Compiègne**

Poste à pourvoir Chargé d'Opérations « Rivières »

Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : chargé d'interventions

Filière Animation territoriale

Catégorie d'emploi II (agent au statu des agences de l'eau)
fonctionnaire de catégorie A en PNA (IAE)

Définition des fonctions

Le chargé d'opérations contribue à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de l'agence pour les actions de valorisation des milieux aquatiques et humides sur le bassin verssant de l'Oise.
Dans ce cadre :

- Il met en œuvre des projets d'études et d'aménagements de cours d'eau et de zones humides pour lesquels il est l'interlocuteur privilégié des différents Maitres d'Ouvrages,
- Il participe à la définition des politiques locales en veillant à leur cohérence avec les objectifs de bassin,
- Il apporte information et conseils techniques et financiers aux maitres d'Ouvrages, participe à l'élaboration de leurs projets et assure l'instruction des dossiers d'aides,
- Il participe au suivi technique et financier des projets aides, en collaboration avec le service financier,
- Il représente l'agence et promeut la politique de l'agence auprès des interlocuteurs externes tels que les collectivités, les syndicats de rivière, les bureaux d'études, les entreprises, les établissements publics (Entente Oise Aisne, VNF, …), les Fédérations de pêche, les autres financeurs (Conseil départemental, Conseil régional, ..), les services de l'Etat (MISE, DDT, DRIEE, …),
- Il anime des groupes de travail et encadre des stages nécessaires à la conduite de ses missions, contribue à la formation de personnel interne ou externe à l'agence, organise la journée annuelle des animateurs et techniciens de rivières et zones humides du bassin.

Liaisons techniques et fonctionnelles

Ce poste est placé sous l'autorité du chef de service milieu aquatique et de l'agriculture.
Il participe à des groupes de travail thématiques et au réseau métier « milieux aquatiques, rivières et zones humides.»

Formation et expérience nécessaires

Ingénieur, Master 2 ou formation équivalente, (tout diplôme certifié de niveau I) avec expérience confirmée dans le domaine de l'aménagement des rivières.
Bonne connaissance du fonctionnement des cours d'eau (hydromorphologie et hydrobiologie) et la gestion des mileux aquatiques ; connaissance technique et expérience dans le dimentionnement d'aménagements sur cours d'eau.
Cette mission nécessite des déplacements sur l'ensemble du territoire des Vallées d'Oise (permis B).

Qualités requises

Savoir (connaissances professionnelles) : compétence en hydromorphologie et hydrobiologie,
Savoir-faire (pratique professionnelle) : expérience en mise en œuvre de projets et de travaux en rivière, capacités d'animation de réunions, suivi des négociations
Savoir être : esprit de synthèse et de décision, pouvoir de conviction et bonne qualité de communication.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :
Mme MERCIER Pascale ☎ 03.44.30.41.11.
M. MARTINET Fabrice ☎ 03.44.30.41.38.
2 rue du Dr Guerin 60200 Compiègne

Nanterre, le 17 octobre 2018
La Directrice Générale

HR/F/103/06

FICHE DU POSTE N° 00-0225	N ° 73

Création : OUI

Poste vacant

Direction/service d'affectation Direction de Secteur Vallées d'Oise
Service milieu aquatique et agriculture
Résidence administrative **Compiègne**
Poste à pourvoir Assistant d'opérations en agriculture
Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : assistant d'intervention
Filière animation territoriale
Catégorie d'emploi III ou fonctionnaire de catégorie B (technicien supérieur)

Définition des fonctions

Ce poste est à pourvoir exclusivement par un agent sous contrat statut des agences de l'Eau ou Fonctionnaire en position normale d'activité.
Instruction et suivi des aides en investissement pour la maîtrise de pollutions agricoles ponctuelles ou diffuses.
Animation, suivi et valorisation des travaux réalisés par les cellules d'animation subventionnées par l'Agence
Sensibilisation de la profession agricole aux bonnes conditions agricoles et environnementales pour la protection de la ressource et des milieux (en qualité et quantité)
Stratégie de mise en place des plans d'actions sur les zones d'alimentation de captages en relation avec les COP du SICI
Participation à la lutte contre l'érosion et le ruissellement dans les zones agricole
Prise en compte des trames verte et bleue, préservation de la biodiversité.
Suivi des expérimentations locales sur les changements de pratique agricole.
Promotion de l'agriculture biologique, de l'agroforesterie et des filières bas niveau d'intrants.
Mise à jour des bases de données.

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles

Ce poste est placé sous l'autorité du chef de service milieu aquatique et de l'agriculture.
Il participe à des groupes de travail thématiques et au réseau métier « milieux aquatiques, rivières et zones humides.»

Formation et expérience nécessaires

Bac+2. BTS / DUT Agricole ou environnement + expérience complétée par une expérience dans l'autre domaine. Connaissance sur la thématique de pollution des captages appréciée
Cette mission nécessite des déplacements sur l'ensemble du territoire des Vallées d'Oise (permis B).

Qualités requises (décret 86-83) **:**

Savoir (connaissances professionnelles) : Connaissance sur la thématique de l'agriculture et de la pollution des eaux (eaux de surface et eaux souterraines)

Savoir-faire (pratique professionnelle) : expérience et mise en œuvre de projets dans le domaine agricole, pratique du SIG appréciée.

Savoir être : capacité d'analyse et de synthèse, goût pour les relations humaines, pouvoir de conviction et bonne qualité de communication
Aptitude au travail en équipe.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :

Mme Pascale MERCIER : 03.44.30.41.11
M. Fabrice MARTINET : 03.44.30.41.38
2 rue du Dr Guerin 60200 Compiègne

Nanterre, le 18/12/2018
La Directrice Générale